

Révolution avait éclaté à Milan et à Venise pour l'unité de l'Italie. En Allemagne, la Diète, boulevard de l'influence autrichienne, était contrainte de capituler devant le mouvement révolutionnaire. Un Parlement allemand était convoqué pour réaliser enfin l'unité nationale. Il fallait suivre tous ces événements, parer à tous ces dangers ; mais, pour le ministère, il fallait surtout éviter de nouveaux troubles à Vienne, assurer le repos de l'empereur. La ville était encore agitée, les étudiants donnaient des charivaris aux personnages dénoncés comme « réactionnaires », la presse radicale haussait le ton. Pour éviter le retour de journées révolutionnaires, il n'y avait qu'un moyen : céder aux demandes qui, de toutes parts, assaillaient le ministère et la cour.

A Prague, les nouvelles de Paris avaient provoqué une grande agitation ; on sentait qu'il fallait faire quelque chose, mais on ne savait quoi faire. Le seul groupe politique qui eût un commencement d'organisation, celui des radicaux tchèques, prit l'initiative de convoquer pour le 11 mars, aux bains de Saint-Venceslas, une réunion publique ; la pétition qui y fut adoptée contenait le credo libéral du temps ; de plus, elle demandait, pour les trois pays de la couronne de Bohême, l'entière égalité des deux nationalités tchèque et allemande, et une Diète générale annuelle. Mais les autorités, leur premier effroi passé, étaient redevenues tracassières ; la prudence, chez les bourgeois, reprenait le dessus. Les nouvelles de Vienne survinrent à point nommé pour empêcher le mouvement de s'enliser. La pétition, alors rapidement couverte de signatures, fut portée à Vienne par une nombreuse députation. L'empereur reçut les Pragois avec quelques paroles bienveillantes ; Kolovrát, « leur compatriote », leur exprima, avec des larmes dans la voix, sa joie de pouvoir enfin, pour la première fois, à l'âge de soixante et onze ans et après plus d'un demi-siècle de services, gouverner selon les inspirations de son cœur<sup>1</sup>. Pour la pétition, on verrait, on examinerait, il fallait consulter les États. Grisés de leur propre importance, les délégués s'attendaient à faire à Prague une rentrée triomphale ; peu s'en fallut qu'ils ne fussent hués, lorsqu'ils firent connaître le résultat de leur mission. En leur absence, Prague avait appris les concessions faites aux Hongrois. Une seconde pétition fut adoptée, une nouvelle députation chargée de la porter à Vienne avec un ultimatum. Le ministère, talonné de toutes parts, ne demandait que la paix ; Pillersdorf se mit à la disposition des délégués : si Prague n'est pas satisfaite

1. Černý, *Boj za právo*, 45-6.